

L'ANARCHISME AU PORTUGAL (seconde partie)...

(suite de l'article du n°1847)

On revient sur l'anarchisme au Portugal, cette fois-ci après le coup d'État militaire du 28 mai 1926, qui mit fin à la République libérale et démocratique des partis politiques et instaura une dictature autoritaire avec un gouvernement militaire et la suppression des élections libres, du suffrage universel et de la liberté d'expression. La presse fut surveillée par les militaires et les partis politiques dissous.

Ainsi, l'espoir d'une révolution sociale en tant que fruit d'une large alliance entre anarchistes, syndicalistes libertaires de la *Confederação Geral do Trabalho* (CGT) et autres forces de gauche (socialistes, communistes et républicains fédéralistes) fut vaincu par les militaires réactionnaires et leurs alliés - l'Église catholique, la banque et les monarchistes qui avaient été vaincus en 1910 mais attendaient toujours une revanche sur la République démocratique.

Répression sous la dictature de Salazar

Toutes ces forces de gauche, après le coup d'État militaire de 1926, ont essayé de résister à la dictature militaire. Les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires, organisés dans la C.G.T. et l'U.A.P. (*União Anarquista Portuguesa*), se sont mis ensemble plusieurs fois avec les républicains, qui étaient à l'époque les plus forts et les mieux organisés avec une influence considérable sur une partie de l'armée et de la marine. Par contre, les socialistes et les communistes étaient très minoritaires.

À la suite d'un soulèvement militaire et populaire, en février de 1927, qui a fait des centaines de morts et plus d'un millier de blessés, les installations de la C.G.T. à Lisbonne, où fonctionnaient le comité confédéral et la rédaction du quotidien ouvrier, *A Batalha*, furent détruites par la police et les militaires.

En conséquence, les organisations ouvrières et leur journal passèrent à la clandestinité, d'où elles ne sortirent pas jusqu'à la révolution de 1974 - une longue nuit de quasi 50 ans sans aucune liberté de parole, de presse, d'organisation et de manifestation. En même temps, les mesures autoritaires de la dictature militaire s'aggravèrent avec le durcissement de la censure, des tribunaux spéciaux, des persécutions politiques et l'impossibilité de faire revenir au Portugal les exilés de Madrid et de Paris, suite à la révolte de février 1927. La création d'une police secrète politique fut aussi une des conséquences de la dureté de la dictature militaire.

Par contre, les organisations politiques d'extrême droite liées à l'Église catholique, ou même fascistes, admiratrices de Mussolini et de son régime totalitaire, à parti unique, furent, de plus en plus, bien accueillies au sein du gouvernement de l'État qui ne tarda pas à devenir corporatiste et fasciste avec la constitution de 1933, élaborée par António de Oliveira Salazar (1889-1970).

Ancien séminariste et ancien député catho-monarchiste pendant la République démocratique, professeur d'économie à l'université de Coimbra, Salazar arriva pour la première fois au gouvernement, en 1928, en tant que ministre des Finances, et devint, en 1932, président du *Conseil des ministres*, poste qu'il occupa jusqu'à son coma en 1968.

C'est lui l'idéologue et le fondateur du régime fascisant portugais, inspiré par le corporatisme mussolinien, qu'il appela *Estado novo*, et c'est lui qui confisqua en sa faveur tout le pouvoir politique - il fut ministre de la Guerre, de la Défense, de la Marine, des Affaires étrangères, des Colonies, des Finances pendant des longues années, en dehors d'être le tout puissant Premier ministre et l'homme clé du parti unique (*União acional*) pendant plus de 35 ans.

Réaction des anarcho-syndicalistes

Les dispositions sur l'organisation du travail de la nouvelle constitution, les mesures répressives prises par le nouvel autocrate, la fascisation des syndicats, à partir de septembre 1933, en tant que syndicats nationaux corporatifs obligatoires, sans alternative, suscitèrent à la C.G.T. un fort mouvement de résistance.

Héritière de l'ancienne C.G.T. du temps de la République libérale, la C.G.T. clandestine comptait encore, en 1933, un réseau fédéral de plus de 700 syndicats éparpillés dans tout le pays et était soutenue par une bonne poignée de militants courageux, efficaces et résolus à répondre par la lutte aux lois contre le syndicalisme libre et pluriel. Avec l'appui des socialistes et des communistes, qui avaient leurs propres organisations syndicales, toutefois beaucoup plus petites que la C.G.T. anarcho-syndicaliste, une grève générale révolutionnaire exigeant la révocation de la nouvelle législation syndicale fut envisagée dès l'automne 1933 et, dans les difficiles conditions politiques du moment, minutieusement préparée pour le début du Nouvel An.

La grève de 1934

La grève insurrectionnelle éclata le 18 janvier 1934 en touchant toutes les régions du pays. Aucune grande ville n'a échappé au mouvement et, dans les plus importantes, il y a eu des sabotages et des boycotts dans les transports et les communications, et encore des émeutes. On a même vu une insurrection avec prise du poste de police, occupation de la mairie et contrôle total de la vie communale par des centaines d'ouvriers avec l'appui de la population locale.

Ce fut le cas de la petite ville ouvrière de Marinha Grande, dans la région centre littoral du Portugal, avec une puissante industrie du verre qui, pendant quelques heures, fut gouvernée par un conseil ouvrier local. Des régiments de hussards venus de la ville voisine de Leiria, avec l'appui de l'aviation militaire, ont pu réoccuper la commune, en même temps que les ouvriers désarmés s'enfuyaient dans l'épaisse forêt environnante. Ils ne tardèrent pas à y être poursuivis et matraqués.

Cette grève générale révolutionnaire fut suivie d'une vaste répression et fit, dans les jours suivants, environ sept cents prisonniers, auxquels on doit ajouter les autres qui furent arrêtés préventivement avant le déclenchement de la grève. Les militants de la C.G.T. et les grévistes furent incarcérés et rapidement jugés dans des tribunaux militaires. La plupart d'entre eux furent condamnés au bagne et à la déportation en Afrique, pour de longues années.

Le secrétaire-général de la C.G.T., qui fut aussi le dernier directeur du quotidien *A Batalha* au temps de la République démocratique, Mário Castelhana (1896-1940), fut de ceux qui moururent dans un camp de concentration sans aucune condition de salubrité dans les îles africaines du Cap-Vert. Éprouvé pour la première fois en 1936 avec des prisonniers de la révolte de 1934, ce camp, officiellement appelé Tarrafal, fut connu sous le terrible nom de camp de la mort qui tarde. Il est une des pires catastrophes du fascisme et une des réalisations les plus honteuses du régime de Salazar.

Avec Mário Castelhana, plusieurs autres dirigeants de la CGT périrent au même endroit dans une situation affreuse. Ceux qui ont survécu restèrent longtemps oubliés en prison et, seulement quelques années après la défaite de l'Allemagne, furent libérés.

Les persécutions contre les anarchistes après les événements de janvier 1934 ont naturellement neutralisé la C.G.T., provoquant de grands changements dans le camp révolutionnaire. Le silence qui se fit, de plus en plus, autour des anarchistes, ne put être compensé que par quelques actes encore tenaces et puissants, comme l'attentat contre Salazar, en 1937, qui faillit le tuer. La responsabilité de l'attentat vint d'un jeune militant ouvrier libertaire, Emídio Santana (1906-1988), qui, à la suite, fut condamné à une dure peine de prison suivie de déportation.

La montée en puissance des communistes

Complètement hors la loi, avec tous ses militants en prison ou en exil, la plupart en Espagne, où il participèrent à la révolution dans les rangs de la F.A.I., l'activité libertaire et anarcho-syndicaliste au Portugal retomba encore plus bas après la défaite du camp républicain espagnol (1939). Le principal bénéficiaire fut le *Parti communiste portugais* (P.C.P.), un parti ouvrier, né en 1921, au sein même de la C.G.T. À ses débuts, le P.C.P. se disait syndicaliste révolutionnaire, affirmant que son but était de bâtir une société libertaire. Il

identifiait la dictature du prolétariat avec l'organisation syndicale, qu'il voyait comme l'embryon de la nouvelle société. Dictature du prolétariat et dictature syndicaliste étaient, selon lui, la même chose.

L'évolution de la Révolution russe et du parti bolchevique, la conception léniniste de l'État comme jalon majeur, l'interdiction de toute propagande critique, les persécutions féroces contre les anarchistes et l'anarchisme, les changements encore plus âpres survenus après la mort de Lénine, ont définitivement séparé les communistes des anarchistes, qu'ils virent, d'abord, comme des concurrents à neutraliser et, après, comme les pires ennemis à abattre à tout prix.

Se montrant un parti d'attaque et d'initiative, présentant Moscou comme l'avant-garde du socialisme mondial et Staline comme le plus grand adversaire du capitalisme, le P.C.P. fit retomber sur les anarcho-syndicalistes toutes les défaites du passé, essayant d'attirer dans ses rangs la jeunesse et de fortifier son organisation syndicale jusque-là insignifiante. Il gagna plus d'audience, et pas seulement dans le monde ouvrier, avec les victoires militaires de l'Armée rouge soviétique contre l'Allemagne nazie. Le terrain ainsi perdu par les anarchistes ne fut plus récupéré, même après la *Révolution des Œillets*.

Avec le coup d'État du 25 avril 1974, qui fut suivi par une révolution populaire et autogestionnaire, les vieux libertaires qui survécurent aux prisons de Salazar essayèrent de donner un nouveau souffle au mouvement libertaire. Le 19 juillet 1974, un premier meeting, à Lisbonne, fêta la révolution espagnole de 36 et fut le premier moment où la F.A.I. se présenta en liberté dans la péninsule après la défaite de 1939. En septembre, le vieux journal *A Batalha* sort à nouveau, avec un tirage de 30.000 exemplaires sous la direction d'Emidio Santana, tête de l'attentat de 1937 contre le dictateur. Il était sous-titré «*journal syndicaliste révolutionnaire*».

Du mouvement à la mouvance...

Malgré les efforts, malgré les contacts avec des compagnons français bien préparés, malgré même le renouveau de la C.N.T. espagnole en 1976-1977, il ne fut pas possible de refonder l'anarcho-syndicalisme au Portugal. Les temps avaient irrévocablement changé et l'audience et l'initiative dans le monde du travail revenaient aux staliniens du P.C.P. et aux sociaux-démocrates du P.S. (*Partido socialista*), avec des syndicats ficelés par une législation qui ne mettait pas en danger le Capital et le salariat.

L'anarchisme au Portugal devient alors tout une autre histoire, marquée par des luttes en dehors du monde du travail. Pour abrégé, c'est aujourd'hui une mouvance qui insiste sur la démocratie directe, le fédéralisme, la nécessité de préparer la substitution de l'État par l'auto-administration et qui rejoint, au nom de la nature, la critique du productivisme et de l'industrialisme. Des maisons d'édition (*Letra Livre* et *Barricada de Livros*), des journaux (*A Batalha*, toujours vivant, et *Mapa*, celui-ci avec un tirage de 3.000 exemplaires), des revues (*A Ideia*, celle-ci fondée à Paris en 1974, et *Flauta de Luz*), des espaces autonomes et autogérés, sont en train d'éveiller un esprit critique et de favoriser une prise de conscience sur l'urgence à changer de système. Les jeunes générations anarchistes au Portugal n'imitent plus leurs ancêtres, mais elles s'inspirent de leur exemple et mettent leur expérience à profit.

Jerónimo LEAL.
